

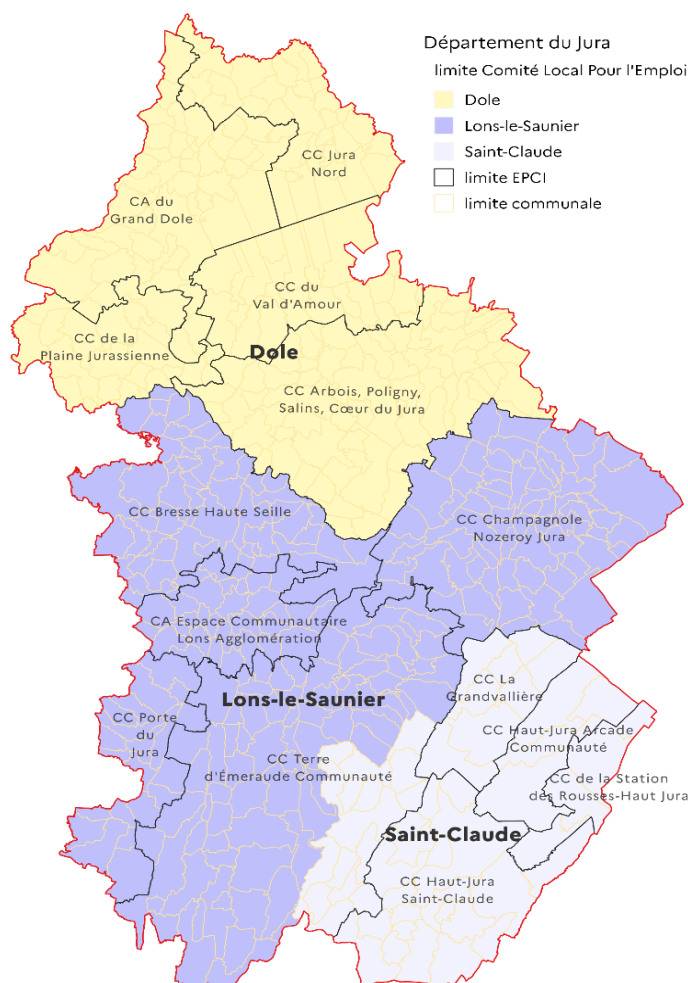
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Jura

3ème trimestre 2025

La loi pour le plein emploi a instauré une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux **national, régional, départemental** et **local**. Cette gouvernance renouvée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi** et les **traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Jura, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Dole Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	3 420	100 %	-0,9	+9,6
<25 ans	620	18 %	+5,1	+37,8
25-49 ans	1 820	53 %	-3,2	+2,2
50 ans et +	970	28 %	-1,0	+9,0
Hommes	1 770	52 %	-1,1	+9,9
Femmes	1 650	48 %	-1,2	+8,6
Catégories ABC (données cvs-cjo)	6 920	100 %	-0,4	+4,2
<25 ans	1 040	15 %	+1,0	+23,8
25-49 ans	3 930	57 %	-1,5	+0,3
50 ans et +	1 960	28 %	+1,6	+4,3
Hommes	3 310	48 %	-0,6	+5,8
Femmes	3 620	52 %	+0,0	+3,1
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 070	44 %	+1,3	+4,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	470		+20,5	-2,1
Catégorie E (données cvs-cjo)	330		+0,0	-2,9
Catégorie F (données brutes)	190		/	/
Catégorie G (données brutes)	1 060		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

3 420 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 0,9 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

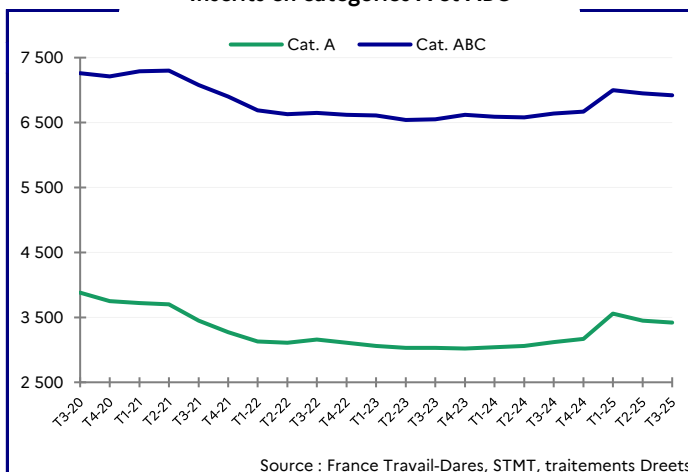
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre baisse de 1,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,6 % par rapport au trimestre précédent.

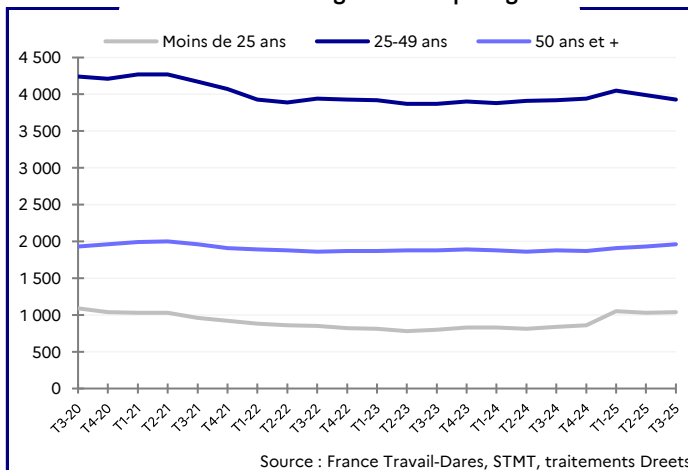
Les DELD forment 44 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 190 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 1 060 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Dole		
	T3 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	40	-34,4
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	75	191	+39,4
CEJ	62	199	-21,7
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	27	70	+16,1

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements DreetS - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2 2025	T2 2024	T2 2023
Dole	1 290	1 370	1 520
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	0	0	0
Industrie	660	640	610
Construction	150	160	170
Commerce	110	160	230
Services	370	410	510

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Ind. agro-alimentaires	190
Métallurgie et fab. de produits métalliques	160
Construction	150
Transports et entreposage	150
Act. de serv. adm. et de soutien	140

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 290 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 660 emplois (ETP), représentant environ 51 % du total. Ce nombre augmente de 3 % en un an. Le secteur des services suit avec 370 emplois (ETP), soit environ 29 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 10 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 190 ETP), métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 160 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2 2025	T2 2024
Dole		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	s	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	24	30
Heures indemnisées	6 709	5 290
Taux de consommation	11,5	12,6

s : secret statistique

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

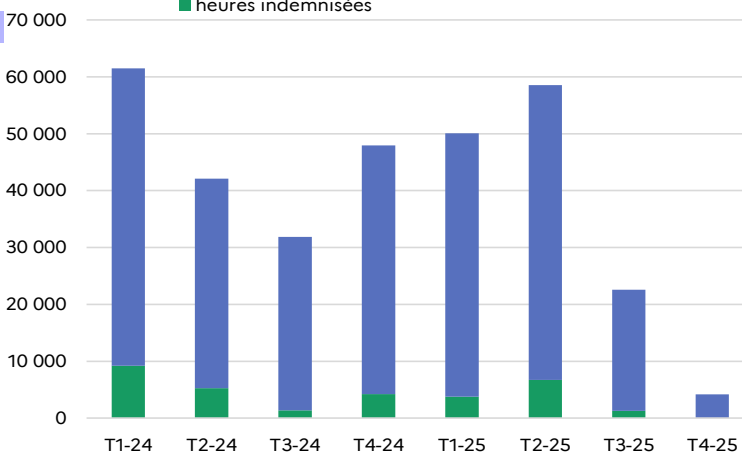
Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

24 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 6 709 heures. Les établissements ont consommé 11,5 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Dole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T2 2025	T2 2024
Dole		6 448	6 435
Embauches			
Contrats signés			
dont			
CDD		5 445	5 374
CDI		1 003	1 061
Evol. CDD		+1,3 %	+3,4 %
Evol. CDI		-5,5 %	-2,3 %
Départs		6 261	6 388
Fins de CDD		4 798	4 960
dont CDD <1 mois		89 %	88 %
Ruptures de contrat		1 463	1 428
démissions		569	597
lic. économiques		67	19
fins période d'essai		280	275
retraite		101	83
rupture conventionnelle		113	137
lic. non économiques		292	252
autres		41	65

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
6 448 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 13 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 16 % des recrutements contre 16 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
4 798 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 89 % duraient moins d'un mois (88 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 463 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 35 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 39 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 8 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 020	1 722
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
31 %	28 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
14 %	86 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 615	1 778
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
25 %	28 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	93 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 31 % des embauches et 28 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 14 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 86 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

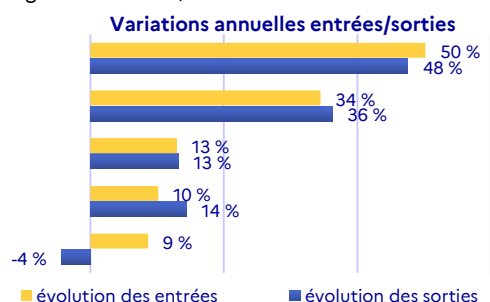
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

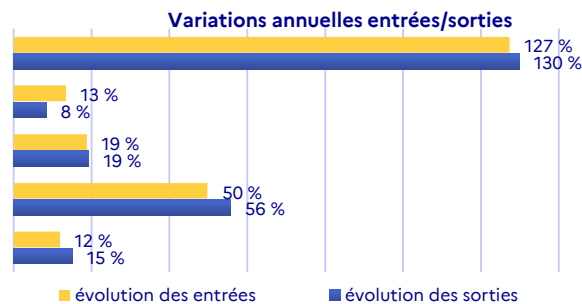
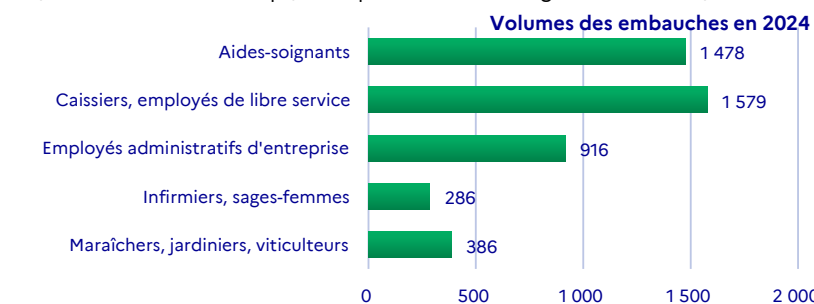
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 50,2 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 47,6 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 127,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 129,8 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Dole	106 246	106 061	-185	-0,2
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

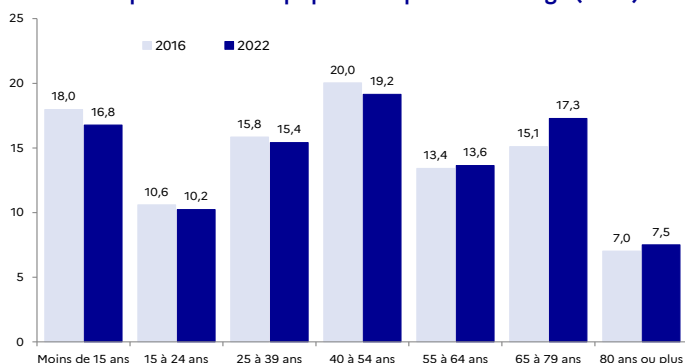
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

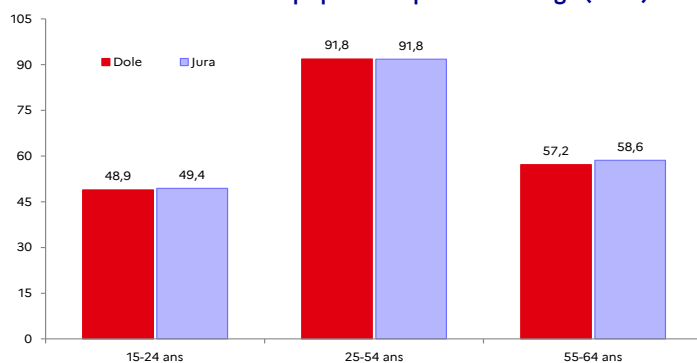
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Dole	47 152	47 245	+0,2	22 773	22 989	+0,9	42 005	43 190	+2,8
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Dole	2 153	6 439	421	8 480	72	6 487	6	3 009	2 652	24 414
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Dole					
Commerce, réparation automobile	4 726	4 765	-0,8	19,4	19,1
Construction	2 479	2 512	-1,3	10,2	10,1
Transports et entreposage	1 969	1 870	+5,3	8,1	7,5
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	1 826	1 848	-1,2	7,5	7,4
Ind. agro-alimentaires	1 607	1 635	-1,7	6,6	6,6
Industrie chimique	1 564	1 615	-3,2	6,4	6,5
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 224	1 214	+0,8	5,0	4,9
Hébergement et restauration	1 198	1 234	-2,9	4,9	5,0
Act. de serv. adm. et de soutien	902	917	-1,6	3,7	3,7
Activités juridiques, comptables	846	873	-3,1	3,5	3,5
Intérim	827	1 046	-20,9	3,4	4,2
Activités pour la santé humaine	733	742	-1,2	3,0	3,0
Toutes activités	24 414	24 906	-2,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Lons-le-Saunier Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	3 050	100 %	+1,0	+6,6
<25 ans	520	17 %	+2,0	+30,0
25-49 ans	1 650	54 %	+0,0	+2,5
50 ans et +	880	29 %	+1,1	+3,5
Hommes	1 600	52 %	+0,6	+8,1
Femmes	1 450	48 %	+1,4	+5,1
Catégories ABC (données cvs-cjo)	6 260	100 %	-0,6	+3,1
<25 ans	910	15 %	+2,2	+24,7
25-49 ans	3 520	56 %	-1,4	+0,6
50 ans et +	1 830	29 %	-0,5	-0,5
Hommes	3 010	48 %	-1,0	+3,4
Femmes	3 240	52 %	-0,6	+2,5
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 530	40 %	-0,8	+2,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	410		+0,0	-6,8
Catégorie E (données cvs-cjo)	500		-7,4	-19,4
Catégorie F (données brutes)	210		/	/
Catégorie G (données brutes)	930		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

3 050 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 1,0 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 2,2 % par rapport au trimestre précédent.

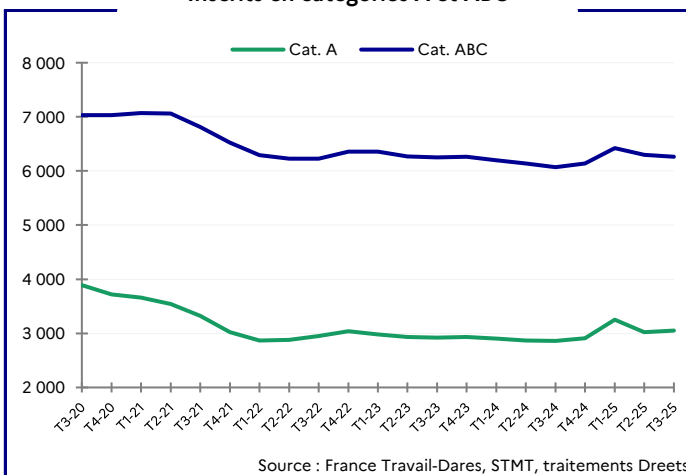
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 56 % du total. Leur nombre baisse de 1,4 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 29 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

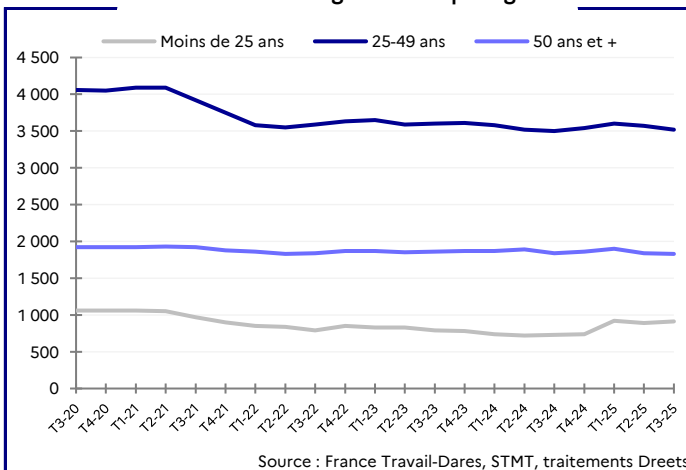
Les DELD forment 40 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre baisse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 210 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 930 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	T3 2025	Lons-le-Saunier Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	12	23	-23,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	80	214	+39,9
CEJ	62	177	-22,4
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	28	77	-12,0

s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreet - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2 2025	T2 2024	T2 2023
Lons-le-Saunier	1 170	1 320	1 380
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	0	0	0
Industrie	660	680	700
Construction	260	340	350
Commerce	60	90	70
Services	190	210	260

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	260
Ind. agro-alimentaires	220
Rép. et inst. de machines et équip.	100
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	80
Métallurgie et fab. de produits métalliques	80

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 170 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 660 emplois (ETP), représentant environ 56 % du total. Ce nombre diminue de 3 % en un an. Le secteur de la construction suit avec 260 emplois (ETP), soit environ 22 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 24 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 260 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 220 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2 2025	T2 2024
Lons-le-Saunier		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	4	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	92	98
Heures indemnisées	7 664	8 292
Taux de consommation	18,1	10,3

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

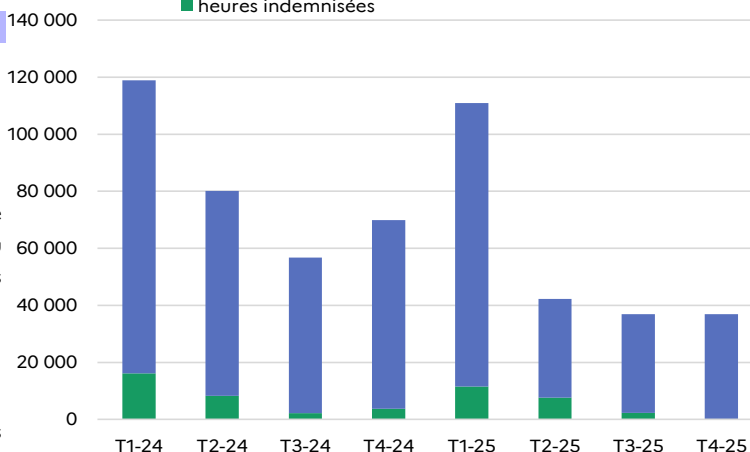
Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

4 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 92 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 7 664 heures. Les établissements ont consommé 18,1 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Lons-le-Saunier

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Lons-le-Saunier		
Embauches	6 703	6 371
Contrats signés		
dont		
CDD	5 601	5 274
CDI	1 102	1 097
Evol. CDD	+6,2 %	-1,4 %
Evol. CDI	+0,5 %	-9,9 %
Départs	6 246	5 909
Fins de CDD	4 532	4 388
dont CDD <1 mois	85 %	85 %
Ruptures de contrat	1 714	1 521
démissions	678	669
lic. économiques	34	9
fins période d'essai	363	275
retraite	123	90
rupture conventionnelle	146	130
lic. non économiques	305	271
autres	65	77

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
6 703 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 332 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI augmentent. La part des CDI s'élève à 16 % des recrutements contre 17 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
4 532 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 85 % duraient moins d'un mois (85 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 714 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 193 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 40 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 511	2 024
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
37 %	32 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
12 %	85 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 577	1 709
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
24 %	27 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	88 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 37 % des embauches et 32 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 12 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 85 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

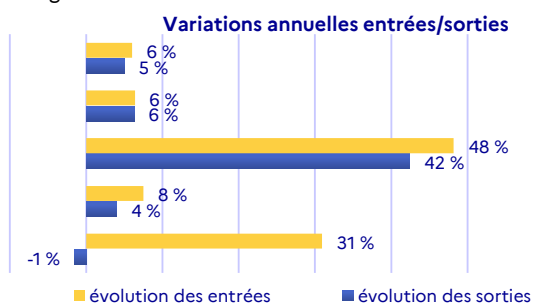
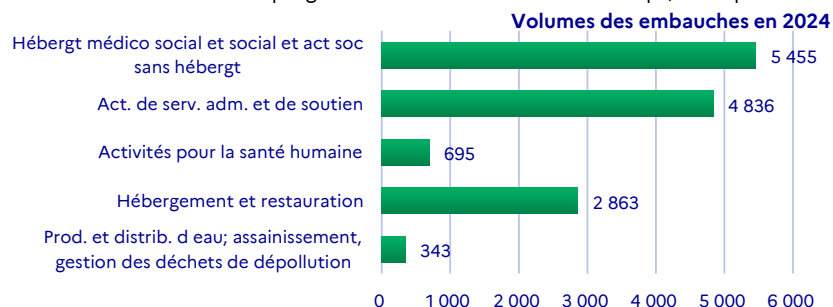
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

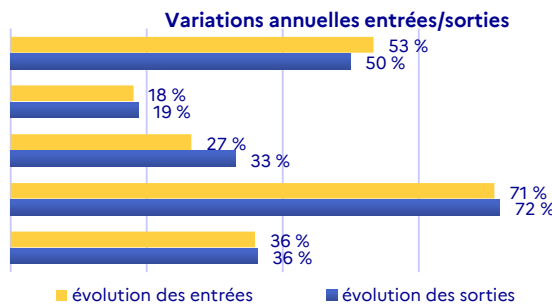
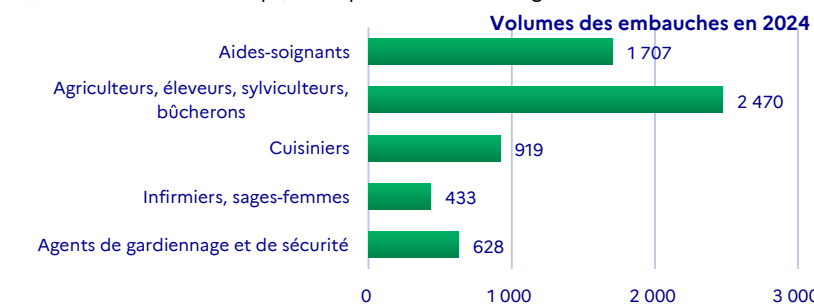
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 5 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 53,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 50 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Lons-le-Saunier	104 522	104 261	-261	-0,2
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

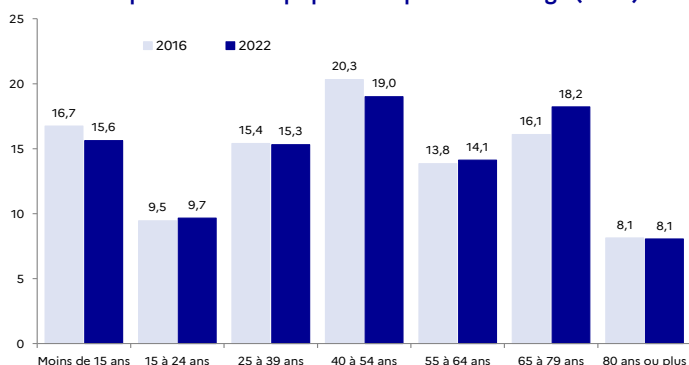
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

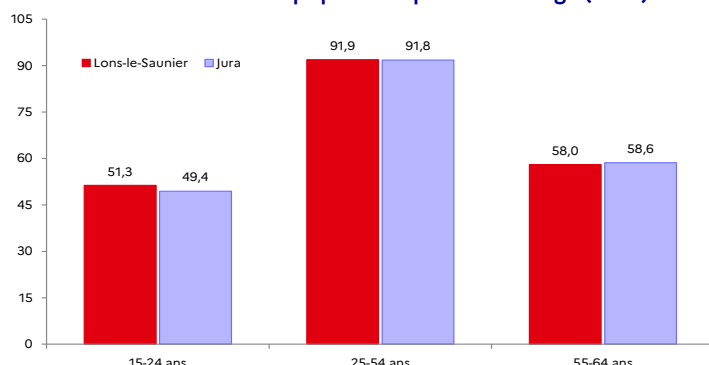
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Lons-le-Saunier	46 716	46 591	-0,3	22 587	22 503	-0,4	41 926	42 689	+1,8
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Lons-le-Saunier	2 509	7 491	495	9 910	76	6 694	6	2 197	3 086	26 292
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Lons-le-Saunier					
Commerce, réparation automobile	5 198	5 181	+0,3	19,8	19,8
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	2 598	2 531	+2,6	9,9	9,7
Construction	2 432	2 458	-1,1	9,2	9,4
Ind. agro-alimentaires	1 705	1 675	+1,8	6,5	6,4
Transports et entreposage	1 636	1 687	-3,0	6,2	6,5
Hébergement et restauration	1 226	1 138	+7,7	4,7	4,4
Activités juridiques, comptables	1 124	1 103	+1,9	4,3	4,2
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 022	1 005	+1,7	3,9	3,8
Rép. et inst. de machines et équip.	823	814	+1,1	3,1	3,1
Autres activités de services	705	710	-0,7	2,7	2,7
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	679	698	-2,7	2,6	2,7
Prod. et distrib. d'eau; assainissement, gestion des déchets	675	619	+9,0	2,6	2,4
Toutes activités	26 292	26 116	+0,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Saint-Claude Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	2 020	100 %	+0,0	+4,1
<25 ans	310	15 %	+6,9	+14,8
25-49 ans	1 140	56 %	-1,7	+1,8
50 ans et +	570	28 %	+1,8	+3,6
Hommes	1 110	55 %	+0,9	+5,7
Femmes	910	45 %	+0,0	+2,2
Catégories ABC (données cvs-cjo)	3 810	100 %	-0,3	+2,7
<25 ans	530	14 %	+3,9	+3,9
25-49 ans	2 220	58 %	-1,3	+3,7
50 ans et +	1 060	28 %	+0,0	+0,0
Hommes	1 980	52 %	-0,5	+3,1
Femmes	1 840	48 %	+0,5	+2,8
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	1 640	43 %	+2,5	+6,5
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	210		+23,5	+0,0
Catégorie E (données cvs-cjo)	190		-5,0	-13,6
Catégorie F (données brutes)	70		/	/
Catégorie G (données brutes)	360		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

2 020 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre est stable sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 3,9 % par rapport au trimestre précédent.

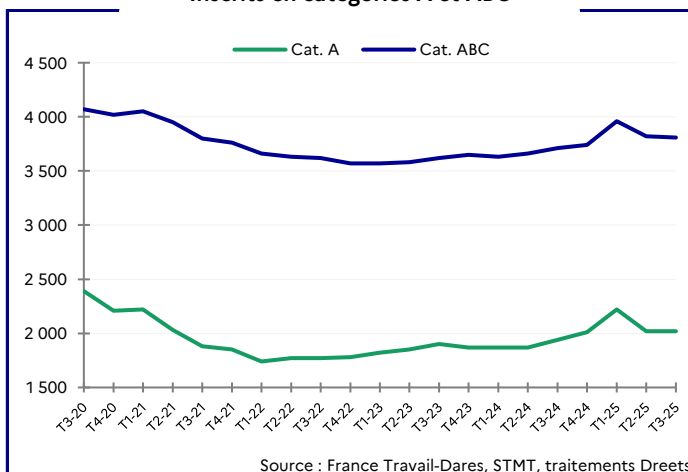
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 58 % du total. Leur nombre baisse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre est stable sur un trimestre.

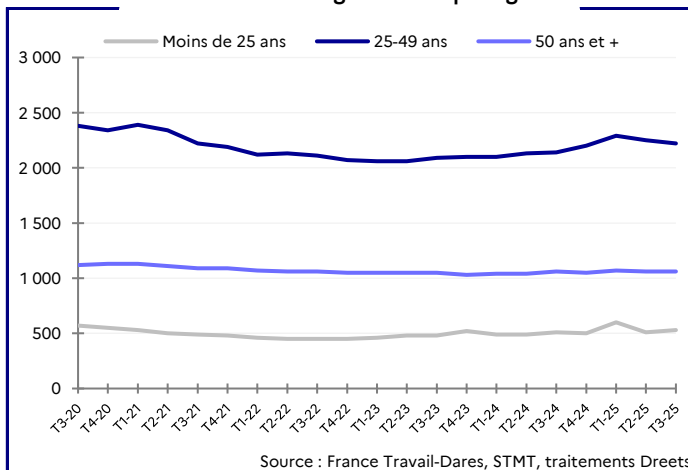
Les DELD forment 43 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 2,5 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 70 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 360 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	T3 2025	Saint-Claude Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	8	-20,0
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	26	75	+56,3
CEJ	35	104	0,0
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	10	26	+83,2

s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2 2025	T2 2024	T2 2023
Saint-Claude	770	780	820
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	0	0	0
Industrie	580	570	560
Construction	10	20	20
Commerce	20	10	20
Services	160	180	220

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de produits en caoutchouc, plastique	270
Fab. de matériels de transport	100
Act. de serv. adm. et de soutien	90
Métallurgie et fab. de produits métalliques	80
Rép. et inst. de machines et équip.	80

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 770 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 580 emplois (ETP), représentant environ 75 % du total. Ce nombre augmente de 2 % en un an. Le secteur des services suit avec 160 emplois (ETP), soit environ 21 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 11 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques (environ 270 ETP), fabrication de matériels de transport (environ 100 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2 2025	T2 2024
Saint-Claude		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	7	3
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	155	270
Heures indemnisées	15 204	14 604
Taux de consommation	37,0	27,8

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

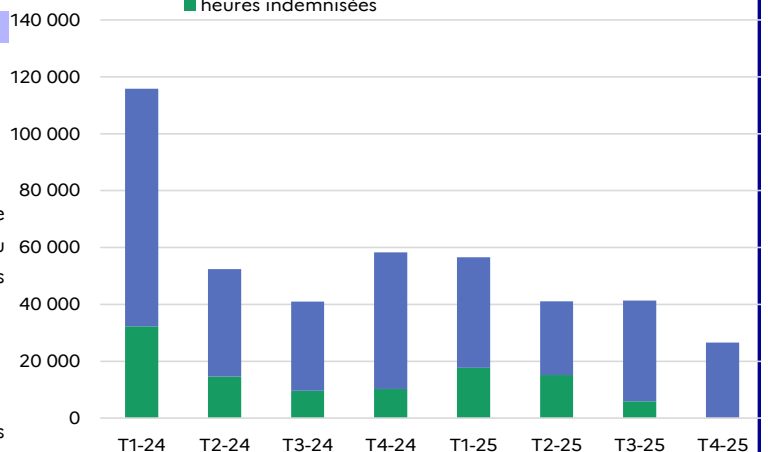
Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

7 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 155 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 15 204 heures. Les établissements ont consommé 37 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Saint-Claude

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Embauches	1 828	1 625
Contrats signés		
dont		
CDD	1 419	1 190
CDI	409	435
Evol. CDD	+19,2 %	+3,0 %
Evol. CDI	-6,0 %	-5,4 %
Départs	1 537	1 463
Fins de CDD	929	901
dont CDD <1 mois	76 %	71 %
Ruptures de contrat	608	562
démissions	262	237
lic. économiques	16	17
fins période d'essai	106	117
retraite	52	44
rupture conventionnelle	60	52
lic. non économiques	92	78
autres	20	17

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
1 828 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 203 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 22 % des recrutements contre 27 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
929 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 76 % duraient moins d'un mois (71 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
608 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 46 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 43 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 9 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
633	445
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
35 %	29 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
11 %	77 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
367	367
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
20 %	24 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
13 %	79 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 35 % des embauches et 29 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 11 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 77 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

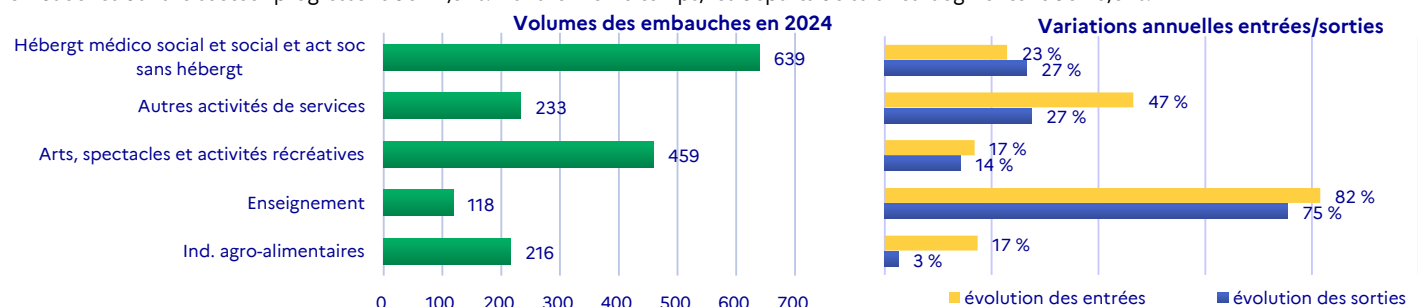
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

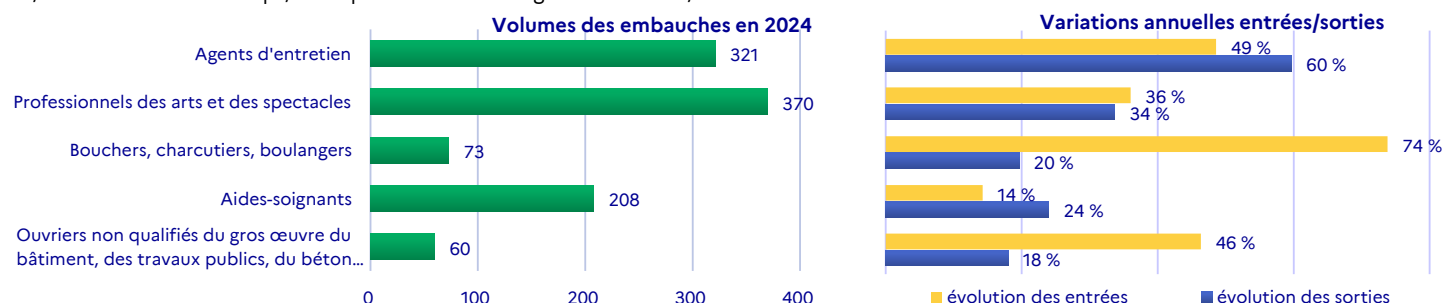
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 22,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 26,6 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "agents d'entretien" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 48,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 59,7 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Saint-Claude	49 749	48 083	-1 666	-3,3
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

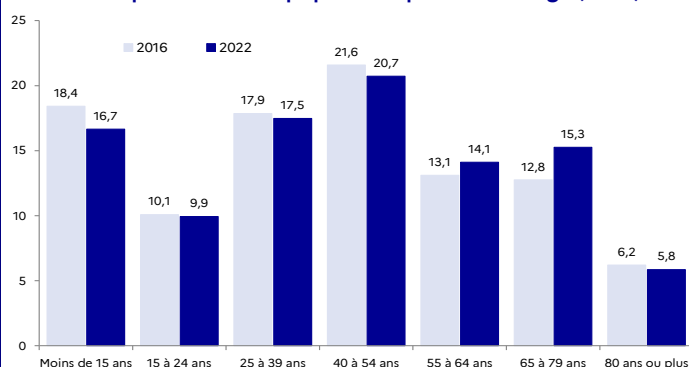
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

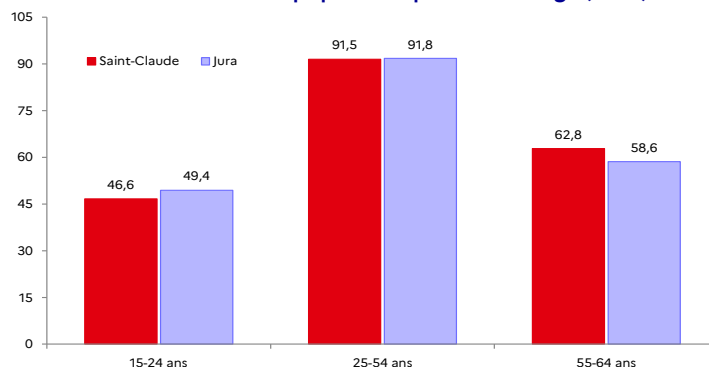
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Saint-Claude	24 219	23 295	-3,8	11 409	10 901	-4,5	21 337	21 156	-0,8
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.
Saint-Claude	954	2 863	178	3 666	38	3 627	0	0	1 170	10 156
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Saint-Claude					
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	1 370	1 407	-2,6	13,5	13,6
Commerce, réparation automobile	1 361	1 367	-0,4	13,4	13,2
Rép. et inst. de machines et équip.	1 269	1 225	+3,6	12,5	11,9
Métallurgie et fab. de produits métalliques	837	848	-1,3	8,2	8,2
Hébergement et restauration	670	613	+9,3	6,6	5,9
Construction	661	679	-2,7	6,5	6,6
Transports et entreposage	526	588	-10,5	5,2	5,7
Activités juridiques, comptables	515	554	-7,0	5,1	5,4
Héberg. médico social et social et act soc sans héberg.	461	442	+4,3	4,5	4,3
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	364	367	-0,8	3,6	3,6
Intérim	274	395	-30,6	2,7	3,8
Fab. de matériels de transport	226	253	-10,7	2,2	2,4
Toutes activités	10 156	10 330	-1,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Jura

	Dole	Lons-le-Saunier	Saint-Claude	Jura	BFC
Inscrits à France Travail au 3ème Trim. 2025					
Catégorie A (données CVS-CJO)	3 420	3 050	2 020	8 490	109 260
Evol. (en %) sur 1 Trim.	-0,9	+1,0	+0,0	+0,0	+0,9
Evol. (en %) sur 1 an	+9,6	+6,6	+4,1	+7,1	+6,7
Catégories ABC (données CVS-CJO)	6 920	6 260	3 810	16 990	205 270
Evol. (en %) sur 1 Trim.	-0,4	-0,6	-0,3	-0,5	+0,8
Evol. (en %) sur 1 an	+4,2	+3,1	+2,7	+3,5	+4,5
Inscrits depuis 1 an ou plus	3 070	2 530	1 640	7 240	91 670
Catégorie D (données CVS-CJO)	470	410	210	1 090	13 690
Catégorie E (données CVS-CJO)	330	500	190	1 020	12 640
Catégorie F (données brutes)	190	210	70	460	10 907
Catégorie G (données brutes)	1 060	930	360	2 340	24 465
Entrées dans les dispositifs au 3ème Trim. 2025					
PEC	s	12	s	25	177
Cumul 2025	40	23	8	71	663
PACEA	75	80	26	181	3 153
Cumul 2025	191	214	75	480	8 158
CEJ	62	62	35	159	2 700
Cumul 2025	199	177	104	480	8 300
Apprentissage (secteur privé) au 2T2025	27	28	10	65	856
Cumul 2025	70	77	26	173	2 280
Recours à l'intérim au 2ème Trim. 2025					
Equivalent emplois à temps plein	1 290	1 170	770	3 230	32 710
Evol. (en %) sur 1 an	-5,8	-11,4	-1,3	-6,9	-2,6
Recours à l'activité partielle au 2ème Trim. 2025					
Heures indemnisées	6 709	7 664	15 204	29 577	228 119
Evol. (en nbre) sur 1 an	+1 418	-628	+601	+1 391	-220 899
Embauches et départs au 2ème Trim. 2025					
Embauches	6 448	6 703	1 828	14 979	188 725
Evol. (en %) sur 1 an	+0,2	+5,2	+12,5	+3,8	+3,1
Départs	6 261	6 246	1 537	14 044	186 353
Evol. (en %) sur 1 an	-2,0	+5,7	+5,1	+2,1	+2,7
Démographie - Population active (RP 2022)					
Population totale	106 061	104 261	48 083	258 405	2 803 977
Evol. 2022/2016	-0,2	-0,2	-3,3	-0,8	-0,5
Actifs de 15 à 64 ans	47 245	46 591	23 295	117 132	1 262 620
Evol. 2022/2016	+0,2	-0,3	-3,8	-0,8	-0,7
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	43 190	42 689	21 156	107 034	1 130 545
Evol. 2022/2016	+2,8	+1,8	-0,8	+1,7	+1,9
Structure de l'emploi salarié total fin 2023					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	34 037	38 566	13 132	85 735	970 781
Part (en %) dans :					
Agriculture	1,9	2,1	0,8	1,8	1,9
Secteur public	23,6	27,4	22,4	25,1	25,9
Secteur privé (hors agriculture) :	74,5	70,5	76,8	73,1	72,3
Industrie	20,8	19,4	33,9	8,5	17,4
Construction	7,2	6,2	5,1	6,4	5,6
Commerce	14,8	13,6	10,6	13,6	13,3
Services marchands	21,9	20,2	20,4	34,6	24,7
Services non marchands	9,9	11,0	6,8	9,9	11,2